

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie nationale à Rufisque.

Les annonces doivent être remises à l'Imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.

Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs

TARIF DES ABONNEMENTS

	VOIE NORMALE	VOIE AERIENNE
Sénégal et autres Etats de la CEDEAO	Six mois 15.000f	Six mois 31.000f.
Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie.	-	20.000f. 40.000f
Etranger : Autres Pays	23.000f	46.000f
Prix du numéro	Année courante 600 f	Année ant. 700f.
Par la poste :	Majoration de 130 f par numéro	
Journal légalisé	900 f	Par la poste -

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 1.000 francs

Chaque annonce répétée...Moitié prix

(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).

Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 9520 790 630/81

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

LOIS

2019		
1 ^{er} février	Loi n° 2019-04 relative au contenu local dans le secteur des hydrocarbures	135
04 février	Loi n° 2019-05 portant loi de règlement pour l'année 2017	139
04 février	Loi n° 2019-06 modifiant la loi n° 2008-47 du 03 septembre 2008 portant réglementation des systèmes financiers décentralisés	165

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES	166
----------------	-----

PARTIE OFFICIELLE

LOIS

Loi n° 2019-04 du 1^{er} février 2019 relative au contenu local dans le secteur des hydrocarbures

EXPOSE DES MOTIFS

Les ressources pétrolières et gazières appartiennent au peuple et doivent, comme le prévoit la Constitution, être exploitées à son profit.

Aussi le Gouvernement s'emploie-t-il à mettre en oeuvre des politiques visant à réaliser les objectifs de croissance économique et de bien-être des populations.

Au demeurant, l'exploration, le développement, l'exploitation, la valorisation et la distribution de telles ressources nécessitent des investissements lourds ainsi que de nombreux équipements et technologies qui, sans un encadrement juridique spécifique, seraient majoritairement importés.

Par ailleurs, l'utilisation de la main d'oeuvre locale et la participation des entreprises nationales aux activités pétrolières et gazières ne peuvent être optimales que si les défis liés à la faiblesse des capacités techniques, technologiques et économiques des entreprises locales et ceux liés à la qualification professionnelle de la main d'oeuvre sont relevés.

Ainsi, le présent projet de loi a pour objet l'élaboration d'un cadre juridique permettant de promouvoir l'utilisation des biens et des services nationaux ainsi que le développement de la participation de la main-d'oeuvre, des technologies et des capitaux locaux dans toute la chaîne de valeur de l'industrie pétrolière et gazière.

A cette fin, le présent projet de loi est articulé autour des trois (3) chapitres suivants :

- le chapitre premier est relatif aux dispositions générales ;
- le chapitre II traite du suivi, de la mise en oeuvre ainsi que des obligations liées au contenu local ;
- le chapitre III se rapporte aux dispositions transitoires et finales.

Telle est l'économie du présent projet de loi relatif au contenu local dans le secteur des hydrocarbures.

L'Assemblée nationale a adopté en sa séance du jeudi 24 janvier 2019,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Chapitre premier. - *Des dispositions générales*

Article premier. - *De la définition de contenu local*

Le contenu local dans le secteur des hydrocarbures renvoie à l'ensemble des initiatives prises en vue de promouvoir l'utilisation des biens et des services nationaux ainsi que le développement de la participation de la main-d'œuvre, de la technologie et du capital nationaux dans toute la chaîne de valeur de l'industrie pétrolière et gazière.

Article 2. - *Du champ d'application*

La présente loi s'applique à toutes les activités, sur le territoire de la République du Sénégal, directement ou indirectement, liées :

- à la prospection, l'exploration, le développement et l'exploitation des hydrocarbures ;
- au transport et au stockage des hydrocarbures ;
- à la transformation et à la valorisation des hydrocarbures ainsi qu'à la distribution des produits pétroliers et gaziers.

Tout contractant, sous-traitant, prestataire de services et fournisseur, participant aux activités pétrolières et gazières, est soumis aux dispositions de la présente loi.

Article 3. - *Des objectifs*

La présente loi a pour objectif de promouvoir et de développer le contenu local, c'est-à-dire :

- a) d'augmenter la valeur ajoutée locale et la création d'emplois locaux dans la chaîne de valeur des industries pétrolières et gazières grâce à l'utilisation de l'expertise ainsi que des biens et services locaux ;
- b) de favoriser le développement d'une main-d'œuvre locale qualifiée et compétitive ;
- c) de développer les capacités nationales dans la chaîne de valeur de l'industrie pétrolière et gazière par l'éducation, la formation, le transfert de technologie et de savoir-faire et la recherche-développement ;
- d) de favoriser le renforcement de la compétitivité nationale et internationale des entreprises sénégalaises ;
- e) de mettre en place un mécanisme de suivi-évaluation, transparent et fiable des obligations liées au contenu local, en adéquation avec les politiques publiques nationales ;
- f) de renforcer la participation des populations à la chaîne de valeur des industries pétrolières et gazières.

Article 4. - *Des principes directeurs*

La mise en œuvre des objectifs du contenu local respecte les principes directeurs suivants :

- a) l'équité dans le partage des revenus découlant des activités pétrolières et gazières ;
- b) le respect des normes et standards internationaux de l'industrie pétrolière et gazière ;
- c) la non-discrimination, la transparence et le réalisme dans la mise en œuvre des obligations liées au contenu local.

Chapitre II. - *Du suivi, de la mise en œuvre et des obligations liées au contenu local*

Article 5. - *De la création du Comité national de Suivi du Contenu local*

Il est institué un Comité national de Suivi du Contenu local (CNSCL) chargé de coordonner l'élaboration du document de stratégie du contenu local qui définit les modalités d'exécution des orientations de l'Etat en la matière.

Les règles d'organisation et de fonctionnement dudit Comité sont précisées par décret.

Article 6. - *Du plan de contenu local entreprises*

Les contractants, sous-traitants, prestataires de services et fournisseurs, impliqués directement ou indirectement dans les activités pétrolières et gazières, établissent un plan de contenu local qu'ils soumettent au CNSCL.

Ce plan décrit les activités de l'entreprise ainsi que les biens, services et compétences nécessaires à leur réalisation.

Il est mis à jour chaque année et contient, au moins, les axes suivants :

- a) promotion du capital et des entreprises sénégalais, de l'emploi et de la formation ;
- b) promotion et utilisation des biens et services locaux ;
- c) transfert de technologie et de savoir-faire ;
- d) promotion de la recherche-développement ;
- e) promotion des services financiers et assurances ;
- f) promotion de la prestation de services intellectuels nationaux.

A cet égard, il contient notamment :

- un rapport détaillant les réalisations de l'entreprise selon les axes précités au cours des douze (12) derniers mois ;

- un descriptif des prévisions de l'entreprise selon les axes précités pour les douze (12) mois suivants ;
- un rapport présentant et justifiant les efforts financiers et techniques consentis par l'entreprise pour diminuer graduellement le recours à du personnel, du capital, de la technologie, des biens, des services ou des prestations ne provenant pas du Sénégal, si besoin est.

Article 7. - *De l'emploi et de la formation professionnelle*

Les contractants, sous-traitants, prestataires de service et fournisseurs emploient, en priorité, du personnel sénégalais lorsque celui-ci dispose des compétences requises.

Les emplois non qualifiés sont proposés en priorité aux résidents des communautés locales ou de celles avoisinant les lieux où se déroulent les activités pétrolières et gazières.

Chaque contractant, sous-traitant, prestataire de service et fournisseur, précise dans son plan de contenu local, les mesures prises pour permettre à des ressortissants sénégalais d'acquérir les qualifications et l'expertise nécessaires pour remplacer graduellement les employés non-nationaux.

Ce plan décrit les progrès en matière de recours à l'emploi local ainsi que les activités en matière de création d'emplois et de renforcement des capacités.

Article 8. - *De la promotion et de l'utilisation des biens et services locaux*

8.1. *Principe de préférence nationale*

Les biens et services liés aux activités pétrolières et gazières sont fournis par des entreprises sénégalaises.

Toutefois, des entreprises étrangères peuvent fournir ces biens et services lorsqu'il n'existe pas d'entreprises sénégalaises à même de le faire, dans des conditions de coûts et de planning comparables et selon les standards internationaux applicables dans l'industrie pétrolière.

8.2. *Procédures d'acquisition des biens et services*

Les appels à concurrence en vue de la fourniture des biens et services liés aux activités pétrolières et gazières sont lancés par le biais d'une plateforme électronique dont l'organisation et le fonctionnement sont précisés par décret.

Lorsqu'une entreprise envisage de ne pas recourir à une procédure d'appel à concurrence pour la fourniture de certains biens ou services, elle requiert l'approbation du CNSCL avant d'initier la procédure menant à la fourniture de ces biens et services.

83. *Obligation de créer une société de droit national*

Tout investisseur, désirant intervenir comme sous-traitant, prestataire de services ou fournisseur, crée une entreprise de droit sénégalais immatriculée auprès du Registre du Commerce et du Crédit mobilier.

Le capital de cette entreprise est ouvert aux investisseurs sénégalais selon les modalités fixées par décret.

8.4. *Classification des activités pétrolières et gazières*

Les activités pétrolières et gazières sont classées en trois régimes : exclusif, mixte et non exclusif.

Le régime exclusif concerne les activités pour lesquelles l'Etat du Sénégal, dans le but de réduire la quantité des biens et services importés, se réserve le droit d'octroyer des autorisations de services exclusifs, sous réserve d'une garantie de qualité du service et d'un encadrement des prix.

Le régime mixte renvoie aux activités nécessitant une association d'une société étrangère avec une entreprise locale.

Le régime non exclusif regroupe les activités à faible potentiel de contenu local.

Le classement des activités pétrolières et gazières dans ces régimes est établi par décret.

Article 9. - *Du transfert de technologie et de compétences et de la recherche-développement*

Le Comité national de Suivi du Contenu local élabore, en lien avec les Administrations compétentes ainsi qu'avec les structures concernées et, éventuellement les partenaires identifiés à cet effet, un plan stratégique de transfert de technologies, de compétences et de recherche-développement.

Les entreprises assujetties à l'obligation de soumission de plan de contenu local précisent dans ledit plan les mesures qu'elles envisagent de prendre pour contribuer à la réalisation des objectifs du plan stratégique évoqué à l'alinéa premier du présent article, notamment par la formation, le partenariat sous différentes formes, la facilitation de l'accès aux brevets et toute autre mesure susceptible de promouvoir le contenu local.

Article 10. - *Des assurances, réassurances et services financiers*

Pour la couverture des risques liés aux activités pétrolières et gazières, toute société participant auxdites activités souscrit des contrats d'assurances auprès des sociétés d'assurance agréées au Sénégal.

Toutefois, les contrats d'assurance dont la couverture excède les capacités financières des sociétés d'assurance agréées au Sénégal peuvent, pour leur excéder, être souscrits auprès de sociétés étrangères.

Ces dispositions s'appliquent *mutatis mutandis* à la réassurance liée à ces activités pétrolières et gazières.

Sous réserve du respect des clauses des contrats pétroliers, les entreprises participant aux activités pétrolières et gazières doivent recourir aux services des institutions financières établies au Sénégal, dans la mesure des capacités de ces dernières.

Article 11. - Des services intellectuels

Les entreprises impliquées dans la conduite des activités pétrolières et gazières en qualité de contractants, sous-traitants, prestataires de services ou fournisseurs, désirant recourir aux services intellectuels, le font, en priorité, auprès de ceux qui sont établis au Sénégal.

Article 12. - Des sanctions du non-respect des obligations liées au contenu local

Le non-respect des obligations liées au contenu local, prévues dans la présente loi ou ses décrets d'application, expose aux sanctions suivantes :

- a) la résiliation du contrat dans les conditions fixées par l'article 65 du Code pétrolier ;
- b) l'application de la peine d'amende prévue à l'article 70 du Code pétrolier ;
- c) pour les contractants, la non récupération du coût des activités concernées ;
- d) pour les sous-traitants, fournisseurs et prestataires de services, l'exclusion de la plateforme d'appel à concurrence et l'interdiction de conclure des marchés liés aux activités pétrolières et gazières.

Article 13. - Fonds d'appui au développement du contenu local

Il est créé un Fonds d'appui au développement du contenu local pour la prise en charge de la mise en œuvre de la stratégie de contenu local. Les modalités d'alimentation et de fonctionnement de ce Fonds sont fixés par décret.

Chapitre III. - Des dispositions transitoires et finales

Article 14. - Les modalités d'application de la présente loi sont définies par décret.

Les dispositions de la présente loi sont immédiatement applicables, à toutes les activités pétrolières et gazières conduites sur le territoire de la République du Sénégal.

Toutefois, en ce qui concerne les contrats pétroliers et gazières conclus avant son entrée en vigueur, cette loi n'est immédiatement applicable que dans la mesure où elle ne remet pas en cause les dispositions contractuelles liées à la stabilisation des conditions de ces contrats.

Les entreprises participant aux activités pétrolières et gazières peuvent solliciter du CNSCL l'octroi d'un délai maximal de douze (12) mois pour se mettre en conformité avec les dispositions de la présente loi.

Les dispositions de la présente loi prévalent sur les lois existantes et valent, en tant que de besoin, dérogation à ces dernières.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 1^{er} février 2019

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

**Loi n° 2019-05 du 04 février 2019
portant loi de règlement pour l'année 2017**

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du vendredi 25 janvier 2019 ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article premier. -

Les soldes définitifs arrêtés après l'exécution des lois de finances pour l'année 2017 s'établissent comme suit :

- un excédent des recettes sur les dépenses de 322.924.111.666 FCFA pour le budget général ;
- un excès des dépenses sur les recettes de 698.001.855 FCFA pour les comptes spéciaux du Trésor.

Il en résulte un solde global de 322.226.109.811 FCFA.

Article 2. -

Le montant définitif des encaissements de recettes du budget général pour la gestion 2017 est arrêté à 3.544.355.275.240 FCFA.

Article 3. -

Le montant définitif des ordonnancements de dépenses du budget général pour la gestion 2017 est arrêté à 3.221.431.163.574 FCFA.

Article 4. -

Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à 103.398.971.826 FCFA et réparti, ainsi qu'il suit, par catégorie de compte spécial du Trésor :

- comptes d'affectation spéciale : 95.595.702.315 FCFA ;
- comptes de prêts : 7.803.269.511 F CFA.

Article 5. -

Le montant définitif des dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à 104.096.973.681 FCFA, et réparti, ainsi qu'il suit, par catégorie de compte spécial du Trésor :

- comptes d'affectation spéciale : 102.357.474.185 FCFA ;
- comptes de prêts : 1.739.499.496 FCFA.

Article 6. -

Sont ratifiées les ouvertures de crédits par décrets numéros :

- 2017-354 du 27 février 2017 ;
- 2017-1357 du 16 juin 2017 ;
- 2017-1482 du 09 août 2017 ;
- 2017-2196 du 28 novembre 2017.

Article 7. -

Il est ouvert, au titre de la gestion 2017, des crédits complémentaires d'un montant de 138.922.245.276 FCFA ainsi répartis :

- Titre 1 Dette publique : 60.523.442.894 FCFA ;
- Titre 2 Personnel : 33.801.195.982 FCFA ;
- Titre 3 Fonctionnement : 44.597.606.400 FCFA.

Article 8. -

Les crédits non consommés du budget général et non reportés sur la gestion suivante d'un montant total de 194 669 917 177 FCFA sont annulés au titre de la gestion 2017 conformément au détail ci-après :

- Titre 2 Personnel : 19.855.634.758 FCFA ;
- Titre 3 Fonctionnement : 20.449.374.150 FCFA ;
- Titre 4 Transferts courants : 8.337.220.455 FCFA ;
- Titre 5 Dépenses en capital : 43.584.586.514 FCFA ;
- Titre 6 Transfert en capital : 102.443.101.300 FCFA.

Article 9. -

Conformément à l'article 4 alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée, il est ouvert, des crédits complémentaires d'un montant de 12.039.954.402 FCFA et il est annulé des crédits non consommés d'un montant de 19.792.980.721 FCFA sur les comptes spéciaux du Trésor au titre de la gestion 2017.

Article 10. -

Conformément à l'article 36 de la loi organique n° 2001-09 précitée, le résultat du budget général pour l'année 2017 est définitivement arrêté comme suit :

- recettes : 3.544.355.275.240 FCFA ;
- dépenses : 3.221.431.163.574 FCFA ;
- excédent des recettes sur les dépenses 322.924.111.666 FCFA.

Article 11. -

Conformément à l'article 36 de la loi organique n° 2001-09 précitée, les pertes et profits constatés dans l'exécution des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2017 sont définitivement arrêtés comme suit :

- Profits : 633.411.402 FCFA ;
- Pertes : 6.858.713.973 FCFA ;
- Perte nette : 6.225.302.571 FCFA.

Article 12. -

Conformément à l'article 36 de la loi organique n° 2001-09 précitée, les pertes et profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie au 31 décembre 2017 sont arrêtés comme suit :

- Profits : 0 FCFA ;
- Pertes : 1.353.933.919 FCFA ;
- Perte nette : 1.353.933.919 F CFA.

Article 13. -

Conformément à l'article 36 de la loi organique n° 2001-09 précitée, le résultat au sens de la loi de règlement est transféré au compte permanent des découverts du trésor comme suit :

Le solde créditeur du budget général d'un montant de 322.924.111.666 FCFA est transféré en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor.

Le solde débiteur des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2017, d'un montant de 6.225.302.571 FCFA est transféré en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor.

Le solde débiteur des comptes de pertes et profits sur opérations de trésorerie d'un montant de 1.353.933.919 FCFA est transféré en augmentation du débit du compte permanent des découverts du Trésor ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 04 février 2019.

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,
Mahammed Boun Abdallah DIONNE

**ANNEXE I. - SITUATION DE L'EXECUTION
DES RECETTES DU BUDGET GENERAL**

DEVELOPPEMENT DES RECETTES DU BUDGET GENERAL - ANNEE 2017

Nature de la recette	Loi de finances initiale	Total prévisions	Recouvrement
071 RECETTES FISCALES			
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	233 200 000 000	233 200 000 000	248 259 383 760
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	345 100 000 000	345 100 000 000	301 863 185 411
Total impôts sur revenu et sur salaires (711+712)	578 300 000 000	578 300 000 000	550 122 569 171
713 Impôts sur le patrimoine	31 800 000 000	31 800 000 000	25 403 382 211
714 Autres impôts directs	600 000 000	600 000 000	655 746 363
TOTAL Impôts directs (711+ 712+ 713+ 714)	610 700 000 000	610 700 000 000	576 181 697 745
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	928 400 000 000	928 400 000 000	909 785 177 175
716 Droits de timbre et d'enregistrement	36 500 000 000	36 500 000 000	42 527 704 065
717 Droits et taxes à l'importation	260 000 000 000	260 000 000 000	261 325 186 289
718 Droits et taxes à l'exportation	5 000 000 000	5 000 000 000	2 890 618 689
719 Autres recettes fiscales	145 100 000 000	145 100 000 000	46 843 649 788
Total impôts indirects (715+716+717+718+719)	1 375 000 000 000	1 375 000 000 000	1 263 372 336 006
071 TOTAL RECETTES FISCALES (711+715+716+717+719)	1 985 700 000 000	1 986 700 000 000	1 839 554 033 751
072 RECETTES. NON FISCALES			
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	26 000 000 000	26 000 000 000	27 866 903 659
722 Droits et frais administratifs	100 000 000	100 000 000	3 507 572 539
723 Amendes et condamnations pécuniaires	100 000 000	100 000 000	508 732 118
724 Produits financiers	61 600 000 000	61 600 000 000	51 072 168 836
729 Autres recettes non fiscales	10 600 000 000	10 600 000 000	8 288 537 981
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)	98 400 000 000	98 400 000 000	91 243 915 133
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	2 084 100 000 000	2 084 100 000 000	1 930 797 948 884
74 Dons budgétaires	35 000 000 000	35 000 000 000	16 422 310 912
76 Recettes exceptionnelles (dont PPTE / IADM)	63 000 000 000	63 000 000 000	246 983 956 778
14 Emission de bons du Trésor		0	35 196 193 506
17 Autres Emprunts	629 000 000 000	629 000 000 000	776 185 392 347
29 Remboursement Prêts rétrocédés		0	2 459 253 487
16 Emprunt Programme		0	79 760 743 199
Total Autres Recettes (74 - 76- 29 - 14 -17 -16)	727 000 000 000	727 000 000 000	1 157 007 850 229
Total Recettes internes (71-72-74-76-29)	2 811 100 000 000	2 811 100 000 000	3 087 805 799 113
Recettes externes		0	
12 Dons Projet et leg	215 000 000 000	215 000 000 000	215 074 423 862
15 Tirage sur Dons et Emprunt projets	222 000 000 000	222 000 000 000	241 475 052 265
Total Recettes externes (12 - 15 - 74)	437 000 000 000	437 000 000 000	456 549 476 127
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	3 248 100 000 000	3 248 100 000 000	3 544 355 275 240

ANNEXE II. - SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

N°SEC	LIBELLE SECTION	TITRE	LF1(1)	Actes modificatifs	REPORTS CREDIT (3)	RESSOURCES EXTERIEURES(4)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (5)=(1)+(2)+(3)-(4)	ORDONNEMENT PRISE EN CHARGE(6)
10	Dette publique	1	680 000 000 000				680 000 000 000	740 523 442 894
21	Total Dette publique		680 000 000 000				680 000 000 000	740 523 442 894
	Présidence de la République	2	8 665 642 320				8 665 642 320	10 184 138 907
		3	9 321 484 000	- 235 708 975			9 085 775 025	8 144 184 006
		4	20 110 277 000	5 950 000 090			26 060 277 000	25 785 277 000
		5	2 090 767 000	26 690 752	403 000 000	2 000 767 000	519 690 752	262 580 218
		6	33 370 000 000	18 461 060 000			51 831 060 000	32 266 060 000
		7	500 000 000	-			500 000 000	367 519 783
	Total Présidence de la République		74 058 170 320	24 202 041 777	403 000 000	2 000 767 000	96 662 445 097	77 809 759 914
22	Assemblée Nationale	4	13 634 506 000	460 084 000			14 094 590 000	14 094 590 000
		6	500 000 000	380 000 000			880 000 000	880 000 000
	Total Assemblée Nationale		14 134 506 000	840 084 000	-		14 974 590 000	14 974 590 000
24	Conseil Economique, Social et	4	6 002 087 000	-			6 002 087 000	6 002 087 000
		6	300 000 000	200 000 000			500 000 000	500 000 000
	Total Conseil Economique, Social et Environnemental		6 302 087 000	200 000 000			6 502 087 000	6 502 087 000
25	Conseil Constitutionnel	2	264 327 040				264 327 040	261 609 363
		4	792 730 000	-			792 730 000	792 730 000
	Total Conseil Constitutionnel		1 057 057 040	-			1 057 057 040	1 054 339 363
27	Cour Suprême	2	1 065 084 000				1 065 084 000	1 049 375 169
		4	771 063 000	50 000 000	50 000 000		821 063 000	821 063 000
		6	1 836 147 000	100 000 000			50 000 000	50 000 000
	Total Cour Suprême		1 836 147 000	-			1 936 147 000	1 920 438 169
28	Cour des Comptes	2	1 308 808 700				1 308 808 700	957 802 894
		4	2 386 884 000				2 386 884 000	2 386 884 000
		6	950 000 000	-			950 000 000	800 000 000
	Total Cour des Comptes		4 645 692 700	-			4 645 692 700	4 144 686 894

ANNEXE II. - SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

N° SEC	LIBELLE SECTION	TITRE	LF1(1)	Actes modificatifs	REPORTS CREDIT (3)	RESSOURCES EXTERIEURES (4)	RESSOURCES INTERNES (5=(1)+(2)+(3)-(4))	ORDONNANCE-MENT PRISE EN CHARGE (6)
29	Haut Conseil des Collectivités	4	6 000 000 000				6 000 000 000	6 000 000 000
		6	500 000 000				500 000 000	500 000 000
	Total Haut Conseil des Collectivités		6 500 000 000				6 500 000 000	6 500 000 000
30	Présidence	2	2 848 584 980				2 848 584 980	3 220 361 171
		3	3 866 604 000				3 847 227 498	3 728 679 755
		4	6 207 085 000				6 807 085 000	6 807 085 000
		5	11 445 000 000				61 987 6926	38 175 645
		6	23 750 000 000				29 296 000 000	29 296 000 000
	Total Présidence		48 117 273 980				43 418 774 404	43 439 301 571
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Senégaliens de l'Exterior	2	24 572 511 620				24 572 511 620	16 648 956 169
		3	23 419 615 000				24 144 130 778	20 367 482 931
		4	9 111 320 600				8 133 132 246	6 920 603 022
		5	2 160 000 000				2 153 756 743	527 154 407
		6	3 300 000 000				2 300 000 000	1 800 000 000
	Total Ministère des Affaires Etrangères et des Senégaliens de l'Exterior		62 565 332 620				61 303 531 387	46 264 196 529
32	Ministère des Forces Armées	2	90 648 157 540				90 648 157 540	91 128 316 166
		3	28 271 390 000				28 899 272 357	27 296 940 399
		4	2 979 687 000				3 185 687 000	3 186 687 000
		5	32 298 500 000				32 869 605 282	29 709 347 719
		6	25 000 939 000				34 694 408 852	34 694 408 852
		7	150 000 000				150 000 000	.....
	Total Ministère des Forces Armées		179 348 673 540				190 447 131 031	186 014 700 136

ANNEXE II. - SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

N° SEC	LIBELLE SECTION	TITRE	LF1(1)	Actes modificatifs	REPORTS CREDIT (3)	RESSOURCES EXTERIEURES(4)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (5)=(1)+(2)+(3)-(4)	ORDONNANCE- MENT PRISE EN CHARGE(6)
33	Ministère de l'Intérieur	2	46 184 428 280 .....	..... 14 623 136 000 .....	..... 6 191 567 707 .....	..... 46 184 428 280 .....	..... 20 814 703 707	39 948 138 847
		3	18 335 871 000 .....	..... - 4 258 560 850 .....	..... 762 794 612 .....	..... 4 000 000 000 .....	..... 14 077 310 150	18 438 376 151
		4	16 955 000 000 .....	..... - 639 838 822 .....	..... 13 099 893 571 .....	..... 50 125 893 571 .....	..... 13 077 955 790	8 593 785 283
		5	37 026 000 000 .....	.....	.....	..... 200 000 000 .....	.....	36 280 893 571
		6 .....	..... 200 000 000 .....	..... 133 324 435 280 .....	..... 14 393 061 606 .....	..... 4 000 000 000 .....	..... 144 480 291 498	116 838 504 002
		7 .....	..... 18 341 560 700 .....	..... 7 810 983 000 .....	..... 637 786 518 .....	..... 762 794 612 .....	..... 18 341 560 700	18 380 600 802
34	Total Ministère de l'Intérieur	2	2 324 762 000 .....	..... 158 280 200 .....	..... 1 415 628 317 .....	..... 1 506 809 .....	..... 2 483 042 200	2 483 042 200
	Ministère de la Justice	3	7 443 000 000 .....	..... 500 000 000 .....	..... 600 000 000 .....	..... 601 506 809 .....	..... 4 028 878 492	350 175 528
		4 .....	.....	.....	.....	..... 2 000 000 000 .....	..... 1 100 000 000	600 000 000
		5 .....	.....	.....	.....	..... 2 000 000 000 .....	..... 34 402 250 910	28 687 291 357
		6 .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
	Total Ministère de la Justice	36 420 305 700 .....	..... 619 561 599 .....	..... 601 506 809 .....	..... 11 534 931 .....	.....	.....	.....
35	Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	2	880 920 340 .....	..... 619 789 000 .....	..... - 106 992 132 .....	.....	..... 880 920 340	846 318 008
		3 .....	.....	.....	.....	.....	..... 512 796 868	437 750 856
		4 .....	.....	..... 65 000 000 .....	.....	.....	..... 65 000 000	65 000 000
		5 .....	.....	..... 703 000 000 .....	..... - 11 534 931 .....	.....	..... 691 465 069	354 355 819
	Total Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service	2 268 709 340 .....	.....	.....	.....	.....	.....	.....
37	Ministère du Travail, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	2	792 934 240 .....	..... 504 170 000 .....	..... 12 075 132 .....	.....	..... 792 934 240	79 222 313
		3 .....	.....	.....	.....	.....	..... 516 245 132	485 154 972
		4 .....	.....	..... 696 600 000 .....	..... 325 000 000 .....	.....	..... 1 021 600 000	1 021 599 999
		5 .....	.....	..... 1 015 000 000 .....	..... 49 060 962 .....	.....	..... 965 939 038	607 607 274

ANNEXE II. - SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

N°SEC	LIBELLE SECTION	TITRE	LF1(1)	Actes modificatifs	REPORTS CREDIT (3)	RESSOURCES EXTERIEURES(4)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (5)=(1)+(2)+(3)-(4)	ORDONNEMENT PRISE EN CHARGE(6)
38	Total Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les Institutions		3 008 704 240	288 014 170			3 296 718 410	2 913 584 558
	Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	2	211 259 820				211 259 820	198 733 755
	3	637 000 000	- 7275 734				629 724 266	422 004 585
	5	633 000 000	- 64 729 223				568 270 777	457 252 429
40	Total Min. Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie		1 481 259 820	72 004 957			1 409 254 863	1 077 990 769
	Ministère de la Fèche et de l'Economie	2	1 136 256 000				1 136 256 000	1 329 857 452
	3	612 799 000	- 35 004 473				577 794 527	475 652 603
	4	3 901 480 000	- 138 376 903				3 763 103 097	3 763 103 097
	5	11 773 000 000	- 268 452 388				1 854 547 612	1 221 033 170
	6	8 610 000 000	924 632 373				9 534 632 373	9 534 632 373
	7	1 000 000 000	-				1 000 000 000	953 540 964
41	Total Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime		27 033 535 000	482 798 609		9 650 000 000	17 866 333 609	17 277 819 659
	Min. Infrastr. Terrestres et du Développement	2	595 635 920				595 635 920	669 625 493
	3	291 484 000	- 9 823 614				281 660 386	232 180 963
	4	5 650 000 000	783 342 603				6 433 342 603	6 033 342 603
	5	67 425 000 000	- 1 708 178 666				516 821 334	363 311 183
	6	124 625 000 000	5 290 000 000				131 835 000 000	91 450 000 000
42	Total Min. Infrastr. Transp. Terrestres et Développement		198 587 119 920	- 6 224 659 677	12 500 000 000	65 200 000 000	139 662 460 243	98 748 460 242
	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	2	2 859 770 400				2 859 770 400	2 072 609 633
	3	1 335 061 000	- 63 550 418				1271 510 582	1 055 517 621
	4	26 607 148 000	- 1 550 000 000				25 057 148 000	24 504 245 628
	5	105 704 888 000	- 717 160 329				2 854 032 401	999 110 917
	6	39 857 000 000	- 2 430 164 952				39 426 835 048	29 920 798 123
	Total Ministère de l'Agriculture et l'Equipement Rural		176 363 867 409	- 4 760 875 699	2 063 192 730	102 196 888 000	71 469 296 431	58 552 281 922

ANNEXE II. - SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

N° SEC	LIBELLE SECTION	TITRE	LF1(1)	Actes modificatifs	REPORTS CREDIT (3)	RESSOURCES EXTERIEURES(4)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (5)=(1)+(2)+(3)-(4)	ORDONNANCE- MENT PRISE EN CHARGE(6)
43	Ministère de l'Economie, des Finances	2	21 853 687 140	819 241 193	-	21 853 687 140	21 405 309 939	21 405 309 939
	Ministère de l'Economie, des Finances	3	12 790 670 000	- 230 193 258	-	13 699 911 193	9 376 409 329	9 376 409 329
		4	7 043 080 000	575 372 051	1 125 154 898	6 812 886 742	6 519 820 000	6 519 820 000
		5	20 061 400 000	15 618 314 761	9 635 000 000	18 933 826 949	11 026 170 361	11 026 170 361
		6	49 746 560 000	-	-	74 999 874 761	68 970 031 612	68 970 031 612
		7	110 000 000 000	-	-	110 000 000 000	102 775 912 934	102 775 912 934
	Total Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	221 495 397 140	16 782 734 747	10 760 154 898	2 828 100 000	246 210 186 785	220 073 654 175	220 073 654 175
44	Ministère du Pétrole et des Energies	2	190 184 400	-	-	190 184 400	261 198 397	261 198 397
		3	1 767 534 000	1 527 822 611	-	239 711 389	169 524 748	169 524 748
		4	2 304 681 000	- 1 000 000 000	-	1 304 681 000	1 304 681 000	1 304 681 000
		5	63 460 000 000	- 2 016 595	-	3 457 983 405	3 700 4 300	3 700 4 300
		6	29 313 000 000	- 6 567 500 000	500 000 000	23 245 500 000	17 329 000 000	17 329 000 000
	Total Ministère du Pétrole et des Energies	97 035 399 400	- 9 097 339 206	500 000 000	60 000 000 000	28 438 060 194	19 101 408 445	19 101 408 445
45	Min Commerce, Consommation Secteur Informel et PME	2	1 320 361 260	-	-	1 320 361 260	1 333 186 351	1 333 186 351
		3	405 607 000	36 289 711	-	441 896 711	333 964 689	333 964 689
		4	2 332 935 000	300 000 000	-	2 632 935 400	2 617 246 629	2 617 246 629
		5	8 459 730 000	169 470 753	34 322 919	7 894 730 000	768 793 672	768 793 672
		6	2 937 000 000	50 000 000	150 000 000	-	3 137 000 000	2 836 500 000
	Total Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	15 455 633 260	555 760 464	184 322 919	7 894 730 000	8 300 986 643	7 425 829 142	7 425 829 142
46	Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	2	1 142 408 560	- 14 639 645	-	1 142 408 560	983 441 590	983 441 590
		3	393 871 000	-	-	379 231 355	341 587 940	341 587 940
		4	15 668 600 000	35 266 577	-	15 668 600 000	15 668 600 000	15 668 600 000
		5	7 145 000 000	- 45 750 000	4 997 500 000	1 435 266 577	578 671 522	578 671 522
		6	49 266 100 000	-	-	54 217 850 000	51 329 400 000	51 329 400 000

ANNEXE II. - SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

N°SEC	LIBELLE SECTION	TITRE	LF1(1)	Actes modificatifs	REPORTS CREDIT (3)	RESSOURCES EXTERIEURES(4)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (5)=(1)+(2)+(3)-(4)	ORDONNEMENT PRISE EN CHARGE(6)
47	Total Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie		73 615 979 560	- 25 123 068	4 997 500 000	5 745 000 000	72 843 356 492	68 901 701 052
	Min Industrie et Petite et Moyenne	2	325 980 460				325 980 460	248 547 704
		3	222 343 000	- 3 003 627			219 339 373	191 710 537
		4	1 337 805 000	75 000 000			1 412 805 000	1 412 805 000
		5	615 000 000	- 7 145 421			607 854 579	534 445 993
		6	1 865 000 000	70 000 000	1 250 000 000		3 185 000 000	3 185 000 000
	Total Min Industrie et Petite et Moyenne		4 366 128 460	134 850 952	1 250 000 000		5 750 979 412	5 572 509 234
	Min. Tourisme	2	443 969 380				443 969 380	309 206 294
		3	40 109 000	- 36 084 444			365 014 556	246 253 075
		4	5 930 000 000	- 541 000 000			5 389 000 000	5 389 000 000
		5	4 275 000 000	24 541 019	-	3 700 000 000	599 541 019	143 706 697
		6	16 745 000 000	- 6 820 000 000	1 750 000 000		11 675 000 000	6 925 000 000
	Total Min. Tourisme		27 795 068 380	- 7 372 543 425	1 750 000 000	3 700 000 000	18 472 524 955	13 013 166 066
50	Ministère de l'Education Nationale	2	266 262 583 000				266 262 583 000	293 247 971 284
		3	89 251 041 000	- 720 957 725			88 530 083 275	87 107 960 427
		4	6 511 905 000	- 552 920			6 511 352 080	6 500 352 080
		5	36 849 254 000	- 123 111 630			11 911 142 370	4 858 159 443
		6	3 915 355 000	53 000 000			3 968 355 000	3 915 355 000
	Total Ministère de l'Education		402 790 138 000	- 791 622 275			377 183 515 725	395 629 798 234
52	Ministère des Sports	2	1 128 766 640				1 128 766 640	985 926 352
		3	3 593 277 000	2 241 388 814			5 834 665 814	5 628 069 925
		4	500 275 000	141 725 000			1 918 000 000	1 918 000 000
		5	11 874 000 000	- 4 334 372 478			5 539 627 522	5 118 936 153
		6	500 000 000	-			500 000 000	500 000 000
	Total Ministère des Sports		17 596 318 640	- 675 258 664			14 921 059 976	14 150 932 430

ANNEXE II. - SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

N°SEC	LIBELLE SECTION	TITRE	LF1(1)	Actes modificatifs	REPORTS CREDIT (3)	RESSOURCES EXTERIEURES(4)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (5)=(1)+(2)+(3)-(4)	ORDONNEMENT PRISE EN CHARGE(6)
53	Ministère de la Culture	2	1 024 902 740	3 230 069			1 024 902 740	930 535 077
		3	449 868 000				453 098 069	383 775 687
		4	9 900 266 000	1 957 186 000			11 857 452 000	11 783 560 600
		5	7 580 000 000	- 265 200 488	670 260 561	6300 000 000	1 685 060 073	760 023 992
		6	8 133 000 000	- 50 000 000	3 400 000 000		11 483 000 000	11 283 000 000
	Total Ministère de la Culture		27 088 036 740	1 645 215 381	4 070 260 561	6 300 000 000	26 503 512 882	25 140 895 356
54	Ministère de la Culture et de l'Action	2	36 174 009 000				36 174 009 000	35 212 473 807
		3	7 675 537 000	2 579 662 427			10 255 199 427	9 031 036 343
		4	39 265 805 000	- 142 193 000			39 123 612 000	39 121 612 000
		5	71 142 000 000	- 16 376 946 729	677 175 698	37 755 000 000	17 687 228 969	7 875 944 175
		6	9 265 000 000	- 1 774 431 214			7 490 568 786	4 013 092 898
	Total Ministère de la Santé et de l'Action		163 522 351 000	- 15 713 908 516	677 175 698	37 755 000 000	110 730 618 182	95 254 159 223
55	Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	2	1 135 779 000				1 135 779 000	927 200 706
		3	696 209 000	- 26 576 696			669 632 304	370 276 959
		4	1 599 900 000	- 272 180 000			1 327 720 000	1 307 720 000
		5	3 095 000 000	100 381 885		2 500 000 000	695 381 885	463 553 122
		6	10 525 000 000				10 325 000 000	9 412 500 000
	Total Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat		17 051 888 000	- 198 374 811		2 500 000 000	14 353 513 189	12 481 250 787
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	2	5 999 492 020				5 999 492 020	5 367 823 577
		3	2 809 728 000	16 221 633			2 825 949 633	2 647 414 069
		4	922 257 000				922 257 000	854 701 000
		5	11 486 000 000	- 44 193 198	225 469 498	5 835 000 000	5 832 276 300	4 403 269 271
		6	2 005 000 000	- 100 000 000	200 000 000		2 105 000 000	1 632 000 000
	Total Ministère de l'Environnement et du développement durable		23 222 477 020	- 127 971 565	425 469 498	5 835 000 000	17 684 974 953	14 905 207 917

ANNEXE II. - SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

N° SEC	LIBELLE SECTION	TITRE	LF1(1)	Actes modificatifs	REPORTS CREDIT (3)	RESSOURCES EXTERIEURES(4)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (5)=(1)+(2)+(3)-(4)	ORDONNANCE- MENT PRISE EN CHARGE(6)
8	Ministère de la Femme, Famille et du Genre	2	1 141 600 540	-29 739 873	-	-	1 141 600 540	1 001 834 415
		3	992 980 000	375 000 000	-	-	963 240 127	904 992 520
		4	1 151 752 000	-11 186 168 000	-121 254 097	25 488 000	1 526 752 000	1 526 752 000
		5	11 186 168 000	2 950 000 000	50 000 000	8 240 000 000	2 850 401 903	1 229 358 244
		6	2 950 000 000				3 000 000 000	2 447 500 000
	Tota Ministère de la Femme, Famille		17 422 500 540	274 006 030	25 488 000	8 240 000 000	9 481 994 570	7 110 437 179
59	Ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat	2	7 827 703 000	5 339 640 000	- 112 838 234	-	7 827 703 000	11 582 111 206
		3	2 116 656 000	1 445 319 500	-	-	5 226 781 766	5 073 167 180
		4	18 247 645 000	457 102 899	425 000 000	12 692 321 000	3 561 975 500	3 561 970 500
		5	2 940 000 000	150 000 000			5 522 721 101	1 763 173 171
		6					3 000 000 000	2 800 000 000
	Tota Ministère de la formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat		36 471 644 000	1 025 358 367	425 000 000	12 692 821 000	25 229 181 367	24 780 422 057
60	Charges non Réparties	2	34 688 906 360	-29 550 000	-23 734 094 480	-	34 659 356 360	33 208 696 175
		3	120 914 897 000				97 180 802 520	141 778 408 920
		4	14 948 000 000	5 802 329 116			20 750 329 116	20 550 329 116
		5	30 000 000 000	-30 000 000 000				
		6	9 200 000 000	17 847 500 000	-		27 047 500 000	26 547 500 000
		7	209 751 803 360	-30 113 815 364	-		179 637 987 996	222 084 934 211
	Total Charges non Réparties						1 931 877 000	2 186 020 120
62	Ministère de l'Elevage et des Productions animales	2	1 931 877 000	1 005 551 000	21 716 466	-	1 027 267 466	421 500 536
		3	1 005 551 000				323 142 000	323 142 000
		4	323 142 000				2 318 371 654	728 509 255
		5	15 156 000 000	-828 628 346			4 188 000 000	3 198 000 000
		6	3 888 000 000	300 000 000	-			
	Tota Ministère de l'Elevage et des Productions Animales		22 304 570 000	-506 911 880		12 009 000 000	9 788 658 120	6 857 171 911

ANNEXE II. - SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

N°SEC	LIBELLE SECTION	TITRE	LF1(1)	Actes modifcatifs	REPORTS CREDIT (3)	RESSOURCES EXTERIEURES(4)	-CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (5)=(1)+(2)+(3)-(4)	ORDONNANCE- MENT PRISE EN CHARGE (6)
63	Min Communication, Postes et Télécommunications,	2.....363 935 020 3.....315 456 000 4.....1 300 000 000 5.....1 750 000 000 6.....500 000 000	.....43 074 579 -650 000 000 -110 135 165 60 000 000				363 935 020 .....373 577 725 272 381 421 .....239 887 585 650 000 000 .....650 000 000 639 864 835 .....269 484 267 560 000 000 .....500 000 000	
	Total Min Communication, Télécommunications Postes et						1 000 000 000 .....2 486 181 276	2 032 949 577
65	Min. Développement Gouvernance Territoriale, et Aménagement	2.....1 191 390 000 3.....259 402 000 4.....41 928 339 000 5.....13 400 265 000 6.....32 725 000 000	.....29 550 000 -14 661 890 -19 005 405 -830 152 415 .....11 966 265 000 850 000 000 .....1 950 000 000				1 220 940 000 .....1 180 262 086 244 740 110 .....191 790 468 41 928 339 000 .....41 928 339 000 622 852 990 .....459 976 000 35 525 000 000 .....32 725 000 000	
	Total Min Gouvernance Territoriale Développement et Aménagement						11 966 265 000 .....79 541 872 100	76 485 367 554
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	2.....744 420 000 3.....423 631 000 4.....1 837 123 000 5.....28 053 429 000 6.....25 188 000 000	.....-40 943 656 18 000 000 -364 867 306 .....511 180 580 -814 500 000 .....2 756 296 226				744 420 000 .....741 985 722 382 687 344 .....295 255 432 1 855 123 000 .....1 855 123 000 5 173 313 274 .....1 573 832 521 27 129 796 226 .....20 413 000 000	
	Total Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement						3 267 476 806 .....35 285 339 844	24 879 196 675

ANNEXE II. - SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

N° SEC	LIBELLE SECTION	TITRE	LFI(1)	Actes modificatifs	REPORTS CREDIT (3)	RESSOURCES EXTERIEURES(4)	CREDITS DE LA GESTION SUR RESSOURCES INTERNES (5)=(1)+(2)+(3)-(4)	ORDONNANCE- MENT PRISE EN CHARGE(6)
75	Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	2	503 582 840				503 582 840	533 317 204
		3	2 670 972 000	964 316 278	-		3 635 288 278	3 289 986 445
		4	123 456 421 000	8 691 915 200			132 148 336 200	128 135 942 855
		5	14 122 000 000	-92 629 591			8 850 000 000	5 179 370 409
		6	21 250 000 000	-3 865 365 348	900 000 000		18 284 634 652	11 179 165 680
	Total Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation		162 002 975 840	5 698 236 539	900 000 000		8 850 000 000	17 984 634 652
82	Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservices	2	228 579 740				159 751 212 379	151 123 046 836
		3	174 810 000	-2 459 974			28 579 740	22 269 351
		4	7 075 034 000	-1 095 358 438			172 350 026	126 744 568
		5	4 650 000 000	-6 206 920			5 979 675 562	5 278 487 562
		6	1 800 000 000	-			4 000 000 000	3 632 211 924
	Total Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Téléservis		13 928 423 740	-1 104 025 332			1 800 000 000	1 800 000 000
	Total général		3 359 950 000 000	-	50 654 359 348		4 000 000 010	8 824 398 408
							437 000 000 000	2 973 604 359 348
								7 797 723 405
								2 868 978 661 128

**ANNEXE III. - SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES SUR COMPTES SPECIAUX
DU TRESOR GESTION 2017**

LIBELLES	LFI	Modifications	Total crédits ouverts	Ordonnancements pris en charge
Comptes d'affectation spéciale				
96.101 Fonds national de retraite	89 000 000 000	.....	89 000 000 000	101 036 413 438
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	500 000 000	.....	500 000 000	367 519 783
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	950 000 000	.....	950 000 000	953 540 964
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	200 000 000	.....	200 000 000	.....
Sous-total	90 650 000 000	0	90 650 000 000	102 357 474 185
Comptes de commerce				
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.	150 000 000	0	150 000 000	.....
Sous-total	150 000 000	0	150 000 000	0
Comptes de prêts				
96.503 Prêts aux collectivités locales	800 000 000	0	800 000 000	0
96. 504 Prêts à divers organismes	850 000 000	0	850 000 000	.....
96.507 Prêts aux particuliers	18 100 000 000	0	18 100 000 000	1 739 499 496
Sous-total	19 750 000 000	0	19 750 000 000	1 739 499 496
Comptes d'avances				
96.605 Avances aux collectivités locales	800 000 000	0	800 000 000	.....
96.609 Avances à 1 an à divers agents	0	0	0	0
Sous-total	800 000 000	0	800 000 000	0
Comptes de garantie et aval				
96.701 Garanties et Avals	500 000 000	.....	500 000 000	.....
Sous-total	500 000 000	.....	500 000 000	.....
Total général	111 850 000 000	0	111 850 000 000	104 096 973 681

**DEVELOPPEMENT DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX
DU TRESOR GESTION 2017**

LIBELLES	LFI	Modifications	Total crédits ouverts	Ordonnancements pris en charge
Comptes d'affectation spéciale				
96.101 Fonds national de retraite	89 000 000 000-		89 000 000 000	93 641 230 166
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	500 000 000		500 000 000	542 526 443
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	950 000 000		950 000 000	1 411 445 706
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	200 000 000		200 000 000	500 000
Sous-total	90 650 000 000	0	90 650 000 000	95 595 702 315
Comptes de commerce				
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et corn.	150 000 000		150 000 000	0
Sous-total	150 000 000	0	150 000 000	0
Comptes de prêts				
96.503 Prêts aux collectivités				
locales	800 000 000		800 000 000	0
96. 504 Prêts à divers organismes	850 000 000		850 000 000	
96.507 Prêts aux particuliers	18 100 000 000		18 100 000 000	7 803 269 511
Sous-total	19 750 000 000	0	19 750 000 000	7 803 269 511
Comptes d'avances				
96.605 Avances aux collectivités locales	800 000 000		800 000 000	0
96.607 Avances à 1 an à divers organismes	0		0	
Sous-total	800 000 000	0	800 000 000	0
Comptes de garantie et aval				
96.701 Garanties et Avals	500 000 000		500 000 000	
Sous-total	500 000 000	0	500 000 000	
Total général	111 850 000 000	0	111 850 000 000	103 398 971 826

**ANEXE IV. - SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
PAR SECTION ET PAR TITRE**

LIBELLE SECTION	TITRE	Disponible	Dépassement
Dette publique	1 .....	.....	- 60 523 442 894
Total Dette publique .....		..... -	- 60 523 442 894
Présidence de la République	2 .....	.....	- 1 518 496 587
..... 3 .....	..... 941 591 019 .....	.....	.....
..... 4 .....	..... 275 000 000 .....	.....	.....
..... 5 .....	..... 257 110 534 .....	.....	.....
..... 6 .....	..... 19 565 000 000 .....	.....	.....
..... 7 .....	..... 132 480 217 .....	.....	.....
Total Présidence de la République .....	..... 21 171 181 770 .....	.....	- 1 518 496 587
Assemblée Nationale	4 .....	.....	.....
..... 6 .....	..... - .....	.....	.....
Total Assemblée Nationale .....		..... - .....	.....
Conseil Economique, Social et Environnemental			
Total Conseil Economique, Social et Environnemental .....		..... - .....	.....
Conseil Constitutionnel	2 .....	..... 2 717 677 .....	.....
Total Conseil Constitutionnel .....		..... 2 717 677 .....	.....
Cour Suprême	2 .....	..... 15 708 831 .....	.....
Total Cour Suprême .....		..... 15 708 831 .....	.....
Cour des Comptes	2 .....	..... 351 005 806 .....	.....
..... 3 .....	..... 150 000 000 .....	.....	.....
Total Cour des Comptes .....		..... 501 005 806 .....	.....
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	4 .....	..... - .....	.....
Total Haut Conseil des Collectivités Territoriales .....		..... - .....	.....
Primature	2 .....	..... - 371 776 191 .....	.....
..... 3 .....	..... 118 547 743 .....	.....	.....
..... 4 .....	..... - .....	.....	.....
..... 5 .....	..... 232 701 281 .....	.....	.....
Total Primature .....		..... 351 249 024	- 371 776 191
Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalaïs de l'Extérieur	2 .....	..... 7 923 555 451 .....	.....
..... 3 .....	..... 3 776 647 847 .....	.....	.....
..... 4 .....	..... 1 212 529 224 .....	.....	.....
..... 5 .....	..... 1 626 602 336 .....	.....	.....
..... 6 .....	..... 500 000 000 .....	.....	.....
Total Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalaïs de l'Extérieur .....		..... 15 039 334 858 .....	.....
Ministère des Forces Armées	2 .....	..... - 480 158 626 .....	.....
..... 3 .....	..... 1 602 331 958 .....	.....	.....
..... 4 .....	..... - .....	.....	.....
..... 5 .....	..... 3 160 257 563 .....	.....	.....
..... 6 .....	..... - .....	.....	.....
..... 7 .....	..... 150 000 000 .....	.....	.....
Total Ministère des Forces Armées .....		..... 4 912 589 521	- 480 158 626

**ANNEXE IV. - SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
PAR SECTION ET PAR TITRE**

LIBELLE SECTION	TITRE	Disponible	Dépassement
Ministère de l'Intérieur	2	6 236 289 433 .....	.....
.....	3	2 376 327 556 .....	.....
.....	4	500 000 000 .....	.....
.....	5	4 484 170 507 .....	.....
.....	6	13 845 000 000 .....	.....
.....	7	200 000 000 .....	.....
Total Ministère de l'Intérieur		27 641 787 496	
Ministère de la Justice	2 .....	.....	-39 040 102
.....	3	1 575 296 691 .....	.....
.....	4 .....	.....	.....
.....	5	3 678 702 964 .....	.....
.....	6	500 000 000 .....	.....
Total Ministère de la Justice		5 753 999 655	-39 040 102
Ministère de la Fonction Publique de la Rationalisation des effectifs et du reno	2	34 602 332 .....	.....
.....	3	75 046 012 .....	.....
.....
.....	5	337 109 250 .....	.....
Total Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouves		446 757 594	-
Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des Relations avec les Institutions	2 .....	.....	- 6 288 073
.....	3	31 090 160 .....	.....
.....	4	1 .....	.....
.....	5	358 331 764 .....	.....
Total Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des		389 421 925	- 6 288 073
Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	2	12 526 065 .....	.....
.....	3	207 719 681 .....	.....
.....	5	111 018 348 .....	.....
Total Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie		331 264 094	-
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	2 .....	.....	193 601 452
.....	3	102 141 924 .....	.....
.....	4 .....	.....	.....
.....	5	633 514 442 .....	.....
.....	6 .....	.....	.....
.....	7	46 459 036 .....	.....
Total Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime		782 115 402	- 193 601 452
Min. Infras. Transp. Terrestres et du Désencl.	2 .....	.....	- 73 989 573
.....	3	49 479 423 .....	.....
.....	4	400 000 000 .....	.....
.....	5	153 510 151 .....	.....
.....	6	40 385 000 000 .....	.....
Total Min. Infras. Transp. Terrestres et du Désencl.		40 987 989 574	- 73 989 573

**ANNEXE IV. - SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
PAR SECTION ET PAR TITRE**

LIBELLE SECTION	TITRE	Disponible	Dépassement
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural	2	787 160 767 .....	.....
.....	3	215 992 961 .....	.....
.....	4	552 902 372 .....	.....
.....	5	1 854 921 484 .....	.....
.....	6	9 506 036 925 .....	.....
Total Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement Rural		12 917 014 509	-
Ministère de l'Economie, des Finances et du plan	2	448 377 201 .....	.....
.....	3	4 233 501 864 .....	.....
.....	4	293 066 742 .....	.....
.....	5	7 907 656 588 .....	.....
.....	6	6 029 843 149 .....	.....
.....	7	7 224 087 066 .....	.....
Total Ministère de l'Economie, des Finances et du plan		26 136 532 610	-
Ministère du Pétrole et des Energies	2 .....	..... - 71 013 997	
.....	3	70 186 641	
.....	4 .....	.....
.....	5	3 420 979 105	
.....	6	5 916 500 000	
Total Ministère du Pétrole et des Energies		9 407 665 746	- 71 013 997
Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME	2 .....	..... - 12 825 091	
.....	3	107 932 022	
.....	4	15 688 371	
.....	5	433 862 199	
.....	6	300 500 000	
Total Min Commerce, Consommation, Secteur Informel et PME		857 982 592	- 12 825 091
Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie	2	158 966 970 .....	.....
.....	3	37 643 415 .....	.....
.....	4 .....	.....
.....	5	856 595 055 .....	.....
.....	6	2 888 450 000 .....	.....
Total Ministère du Renouveau Urbain, de l'Habitat et du Cadre de Vie		3 941 655 440	-
Min Industrie et Petite et Moyenne Industrie	2	77 432 756 .....	.....
.....	3	27 628 836 .....	.....
.....	4 -	
.....	5	73 408 586 .....	.....
.....	6 .....	.....
Total Min Industrie et Petite et Moyenne Industrie		178 470 178	-

**ANNEXE IV. - SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
PAR SECTION ET PAR TITRE**

LIBELLE SECTION	TITRE	Disponible	Dépassement
Min, Tourisme	2	134 763 086 .....	.....
.....	3	118 761 481 .....	.....
.....	4 .....	- .....	.....
.....	5	455 834 322 .....	.....
.....	6	4 750 000 000 .....	.....
Total Min. Tourisme		5 459 358 889 .....	.....
Ministère de l'Education Nationale	2 .....	..... - 26 985 388 284	
.....	3	1 422 122 848	
.....	4	11 000 000	
.....	5	7 052 982 927	
.....	6	53 000 000	
Total Ministère de l'Education Nationale		8 539 105 775	- 26 985 388 284
Ministère des Sports	2	142 840 288 .....	.....
.....	3	206 595 889 .....	.....
.....	4 .....	.....	.....
.....	5	420 691 369 .....	.....
.....	6 .....	.....	.....
Total Ministère des Sports		770 127 546 .....	.....
Ministère de la Culture	2	94 367 663 .....	.....
.....	3	69 322 382 .....	.....
.....	4	73 891 400 .....	.....
.....	5	925 036 081 .....	.....
.....	6	200 000 000 .....	.....
Total Ministère de la Culture		1 362 617 526 .....	.....
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2	961 535 193 .....	.....
.....	3	1 224 163 084 .....	.....
.....	4	2 000 000 .....	.....
.....	5	9 811 284 794 .....	.....
.....	6	3 477 475 888 .....	.....
Total Ministère de la Santé et de l'Action Sociale		15 476 458 959 .....	.....
Min Jeunesse Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	2	208 578 294 .....	.....
.....	3	299 355 345 .....	.....
.....	4	20 000 000 .....	.....
.....	5	231 828 763 .....	.....
.....	6	1 112 500 000 .....	.....
Total Min Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat		1 872 262 402 .....	.....
Ministère de l'Environnement et du développement durable	2	631 668 443 .....	.....
.....	3	178 535 564 .....	.....
.....	4	67 556 000 .....	.....
.....	5	1 429 007 029 .....	.....
.....	6	473 000 000 .....	.....
Total Ministère de l'Environnement et du développement durable		2 779 767 036 .....	.....

**ANNEXE IV. - SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
PAR SECTION ET PAR TITRE**

LIBELLE SECTION	TITRE	Disponible	Dépassement
Ministère de la Femme, Famille et du Genre	2	139 766 125 .....	.....
.....	3	58 247 607 .....	.....
.....	4 .....	.....	.....
.....	5	1 621 043 659 .....	.....
.....	6	552 500 000 .....	.....
Total Ministère de la Femme, Famille et du Genre		2 371 557 391 .....	.....
Ministere de la formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'artisanat	2 .....	..... - 3 754 408 206	
.....	3	153 614 586 .....	.....
.....	4	5 000 .....	.....
.....	5	3 759 547 930 .....	.....
.....	6	290 000 000 .....	.....
Total Ministère de la formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'artisanat		4 203 167 516 - 3 754 408 206	
Charges non Réparties	2	1 450 660 185 .....	.....
.....	3	-	- 44 597 606 400
.....	4	200 000 000 .....	.....
.....	5 .....	.....	.....
.....	6	500 000 000 .....	.....
Total Charges non Réparties		2 150 660 185 - 44 597 606 400	
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	2 .....	..... - 254 143 120	
.....	3	605 766 930 .....	.....
.....	4 .....	.....	.....
.....	5	1 589 862 399 .....	.....
.....	6	990 000 000 .....	.....
Total Ministère de l'Elevage et des Productions Animales		3 185 629 329 - 254 143 120	
Min Communication, Télécommunications, Postes et Economie Numérique	2 .....	..... - 9 642 705	
.....	3	32 493 836 .....	.....
.....	4 .....	- .....	.....
.....	5	370 380 568 .....	.....
.....	6	60 000 000 .....	.....
Total Min Communication, Télécommunications, Postes et Economie Numérique		462 874 404 - 9 642 705	
Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire	2	40 677 914 .....	.....
.....	3	52 949 642 .....	.....
.....	4 .....	.....	.....
.....	5	162 876 990 .....	.....
.....	6	2 800 000 000 .....	.....
Total Min Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire		3 056 504 546	

**ANNEXE IV. - SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
PAR SECTION ET PAR TITRE**

LIBELLE SECTION	TITRE	Disponible	Dépassement
Ministère de l'hydraulique et de l'Assainissement	2	2 434 278 .....	.....
.....	3	87 431 912 .....	.....
.....	4 .....	.....	.....
.....	5	3 599 480 753 .....	.....
.....	6	6 716 796 226 .....	.....
Total Ministère de l'hydraulique et de l'Assainissement		10 406 143 169 .....	.....
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	2 .....	.....	- 29 734 364
.....	3	345 301 833 .....	.....
.....	4	4 012 393 345 .....	.....
.....	5	4 000 204 729 .....	.....
.....	6	300 000 000 .....	.....
Total Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation		8 657 899 907	- 29 734 364
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement	2 .....	.....	- 689 611
.....	3	45 605 458 .....	.....
.....	4	701 188 000 .....	.....
.....	5	280 571 156 .....	.....
.....	6 .....	.....	.....
Total Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement		1 027 364 614	- 689 611
Total Général		243 547 943 496	- 138 922 245 276

ANNEXE V. - SITUATION DES ACTES MODIFICATIFS PAR SECTION

Num section	Libelle Section	Titre	Augmentation	Diminution
21	Présidence de la République	3 .....	..... - 235 708 975	
	..... 4 .....	..... 5 950 000 000		
	..... 5 .....	..... 26 690 752		
	..... 6 .....	..... 18 461 060 000		
	..... 7 -		
	Total 21 .....	..... 24 437 750 752 .....	..... - 235 708 975	
22	Assemblée Nationale	4 .....	..... 460 084 000	
	..... 6 .....	..... 380 000 000		
	Total 22 .....	..... 840 084 000 -	
24	Conseil Economique, Social et Environnemental	6 .....	..... 200 000 000	
	Total 24 .....	..... 200 000 000 -	
27	Cour Suprême	4 .....	..... 50 000 000	
	..... 6 .....	..... 50 000 000		
	Total 27 .....	..... 100 000 000 -	
30	Primature	3 .....	..... - 19 376 502	
	..... 4 .....	..... 600 000 000		
	..... 5 .....	..... - 30 123 074		
	..... 6 .....	..... 5 546 000 000		
	Total 30 .....	..... 6 146 600 000 .....	..... - 49 499 576	
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	2 -	
	..... 3 .....	..... 724 515 778		
	..... 4 .....	..... - 980 073 754		
	..... 5 .....	..... - 6 243 257		
	..... 6 .....	..... - 1 000 000 000		
	Total 31 .....	..... 724 515 778 .....	..... - 1 986 317 011	
32	Ministère des Forces Armées	3 .....	..... 627 882 357	
	..... 4 .....	..... 206 000 000		
	..... 5 .....	..... 449 093 870		
	..... 6 .....	..... 6 693 469 852		
	Total 32 .....	..... 7 976 446 079 -	
33	Ministère de l'Intérieur	3 .....	..... 6 191 567 707	
	..... 4 .....	..... - 4 258 560 850		
	..... 5 .....	..... - 639 838 822		
	..... 6 .....	..... 13 099 893 571		
	Total 33 .....	..... 19 291 461 278 .....	..... - 4 898 399 672	
34	Ministère de la Justice	3 .....	..... 637 786 518	
	..... 4 .....	..... 158 280 200		
	..... 5 .....	..... - 1 415 628 317		
	Total 34 .....	..... 796 066 718 .....	..... - 1 415 628.317	
35	Ministère de la Fonction Publique, de la Rationalisation des effectifs et du renouveau du service public	3 .....	..... - 106 992 132	
	..... 5 .....	..... - 11 534 931		
	Total 35 .....	..... - 118 527 063 -	

ANNEXE V. - SITUATION DES ACTES MODIFICATIFS PAR SECTION

Num section	Libelle Section	Titre	Augmentation	Diminution
37	Ministère du Travail, du dialogue social, des organisations professionnelles et des relations avec les institutions	3	12 075 132	
		4	325 000 000	
		5		- 49 060 962
	Total 37		337 075 132	- 49 060 962
38	Min. Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	3		-7 275 734
		5		-64 729 223
	Total 38			- 72 004 957
40	Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	3		- 35 004 473
		4		- 138 376 903
		5		- 268 452 388
		6	924 632 373	
		7		-
	Total 40		924 632 373	441 833 764
41	Min.Infras.Transp. Terrestres et du Désencal.	3		- 9 823 614
		4	783 342 603	
		5		-1 708 178 666
		6		- 5 290 000 000
	Total 41		783 342 603	- 7 008 002 280
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipement rural	3		- 63 550 418
		4		- 1 550 000 000
		5		- 717 160 329
		6		- 2 430 164 952
	Total 42			- 4 760 875 699
43	Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan	3	819 241 193	
		4		- 230 193 258
		5	575 372 051	
		6	15 618 314 761	
	Total 43		17 012 928 005	- 230 193 258
44	Ministère du Pétrole et des Energies	3		- 1 527 822 611
		4		- 1 000 000 000
		5		- 2 016 595
		6		- 6 567 500 000
	Total 44			- 9 097 339 206
45	Min.Commerce, Consommation, Secteur informel et PME	3	36 289 711	
		4	300 000 000	
		5	169 470 753	
		6	50 000 000	
	Total 45		555 760 464	
46	Ministère du Renouveau urbain, de l'Habitat et du Cadre de vie	3		- 14 639 645
		5	35 266 577	
		6		- 45 750 000
	Total 46		35 266 577	- 60 389 645
47	Min. Industrie et Petite et Moyenne Industrie	3		- 3 003 627
		4	75 000 000	
		5		- 7 145 421
		6	70 000 000	
	Total 47		145 000 000	- 10 149 048

ANNEXE V. - SITUATION DES ACTES MODIFICATIFS PAR SECTION

Num section	Libelle Section	Titre	Augmentation	Diminution
49	Ministère du Tourisme	3 .....	..... - 36 084 444	
	..... 4 .....	..... - 541 000 000		
	..... 5 .....	..... 24 541 019		
	..... 6 .....	..... - 6 820 000 000		
	Total 49	24 541 019	- 7 397 084 444	
50	Ministère de l'Education Nationale	3 .....	..... - 720 957 725	
	..... 4 .....	..... - 552 920		
	..... 5 .....	..... - 123 111 630		
	..... 6 .....	..... 53 000 000		
	Total 50	53 000 000	- 844 622 275	
52	Ministère des Sports	3 .....	..... 2 241 388 814	
	..... 4 .....	..... 1 417 725 000		
	..... 5 .....	..... - 4 334 372 478		
	Total 52	3 659 113 814	- 4 334 372 478	
53	Ministère de la Culture	3 .....	..... 3 230 069	
	..... 4 .....	..... 1 957 186 000		
	..... 5 .....	..... - 265 200 488		
	..... 6 .....	..... - 50 000 000		
	Total 53	1 960 416 069	- 315 200 488	
54	Ministère de la Santé et de l'Action sociale	3 .....	..... 2 579 662 427	
	..... 4 .....	..... - 142 193 000		
	..... 5 .....	..... - 16 376 946 729		
	..... 6 .....	..... - 1 774 431 214		
	Total 54	2 579 662 427	- 18 293 570 943	
55	Min. Jeunesse, Construction Citoyenne et Promotion du Volontariat	3 .....	..... - 26 576 696	
	..... 4 .....	..... - 272 180 000		
	..... 5 .....	..... 100 381 885		
	..... 6 -		
	Total 55	100 381 885	- 298 756 696	
56	Ministère de l'Environnement et du Développement durable	3 .....	..... 16 221 633	
	..... 5 .....	..... - 44 193 198		
	..... 6 .....	..... - 100 000 000		
	Total 56	16 221 633	- 144 193 198	
58	Ministère de la Femme, Famille et du Genre	3 .....	..... - 29 739 873	
	..... 4 .....	..... 375 000 000		
	..... 5 .....	..... - 121 254 097		
	..... 6 .....	..... 50 000 000		
	Total 58	425 000 000	- 150 993 970	
59	Ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat	3 .....	..... - 112 858 234	
	..... 4 .....	..... 1 445 319 500		
	..... 5 .....	..... - 457 102 899		
	..... 6 .....	..... 150 000 000		
	Total 59	1 595 319 500	- 569 961 133	

ANNEXE V. - SITUATION DES ACTES MODIFICATIFS PAR SECTION

Num section	Libelle Section	Titre	Augmentation	Diminution
60	Charges non Réparties	2 .....	..... - 29 550 000	
		3 .....	..... - 23 734 094 480	
		4	5 802 329 116	
		5 .....	..... - 30 000 000 000	
		6	17 847 500 000	
	Total 60		23 649 829 116	- 53 763 644 480
62	Ministère de l'Elevage et des Productions animales	3	21 716 466	
		5 .....	..... - 828 628 346	
		6	300 000 000	
	Total 62		321 716 466	- 828 628 346
63	Ministère Communication, Télécommunications, Postes et Economie numérique	3 .....	..... - 43 074 579	
		4 .....	..... - 650 000 000	
		5 .....	..... - 110 135 165	
		6	60 000 000	
	Total 63		60 000 000	- 803 209 744
65	Min. Gouvernance Territoriale, Développement et Aménagement Territoire	2	29 550 000	
		3 .....	..... - 14 661 890	
		5 .....	..... - 830 152 415	
		6	850 000 000	
	Total 65		879 550 000	- 844 814 305
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	3 .....	..... - 40 943 656	
		4	18 000 000	
		5 .....	..... - 364 867 306	
		6 .....	..... - 814 500 000	
	Total 68		18 000 000	- 1 220 310 962
75	Min. Enseignement supérieur, Recherche et Innovation	3	964 316 278	
		4	8 691 915 200	
		5 .....	..... - 92 629 591	
		6 .....	..... - 3 865 365 348	
	Total 75		9 656 231 478	- 3 957 994 939
82	Ministère de la Promotion des Investissements, des partenariats et du Développement des Téléservices de l'Etat	3 .....	..... - 2 459 974	
		4 .....	..... - 1 095 358 438	
		5 .....	..... - 6 206 920	
	Total 82			-1 104 025 332
	Total général		125 305 313 166	- 125 305 313 166

ANNEXE VI. - PERTES ET PROFITS

PERTES ET PROFITS SUR COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

LIBELLES	Solde d'entrée	Recettes	Dépenses	Profit
96.101 Fonds national de retraite	536 469 299	93 641 230 166	101 036 413 438	- 6 858 713 973
96.102 Frais de cont des stes à particip publique		542 526 443	367 519 783	175 006 660
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche		1 411 445 706	953 540 964	457 904 742
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie		500 000	0	500 000
Total	536 469 299	95 595 702 315	102 357 474 185	.6 225 302 571

PERTES ET PROFITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE

N° Compte	Intitulé	Débits	Crédits	Pertes	Profits
470.191.1	Remises débiteurs de timbres	2 244 180	2 167 630	76 550	
470.191.2	Litiges Douaniers à régulariser	567 427 320		567 427 320	
470.191.3	Remb. Retenu à la source	786 430 049		786 430 049	
	Totaux	1 356 101 549	2 167 630	1 353 933 919	

PERTE NETTE : -1 353 933 919

Loi n° 2019-06 du 04 février 2019 modifiant la loi n° 2008-47 du 03 septembre 2008 portant réglementation des systèmes financiers décentralisés

EXPOSE DES MOTIFS

Le développement des systèmes financiers décentralisés, l'évolution de leurs activités et la recherche d'une meilleure inclusion financière des populations ont mis en relief la nécessité de créer un environnement plus favorable à l'éclosion de nouveaux produits financiers pour ces structures.

Dans cette optique, la BCEAO a entamé, avec l'appui des partenaires au développement, des réflexions en vue de promouvoir les activités de la finance islamique dans l'UMOA.

En effet, la loi n° 2008-47 du 03 septembre 2008 portant réglementation des systèmes financiers décentralisés (SFD) au Sénégal ne comporte pas de dispositions spécifiques permettant à ces institutions de proposer exclusivement ou à titre principal des produits reconnus comme relevant de la finance islamique.

L'ouverture du secteur de la microfinance aux opérations de finance islamique devrait contribuer à l'élargissement de l'accès des populations à une gamme de services financiers plus large, répondant aux besoins de l'ensemble de la clientèle potentielle dans l'UMOA.

A cet effet, il est apparu nécessaire de modifier la loi n° 2008-47 du 03 septembre 2008 portant réglementation des SFD en vue de favoriser la création dans l'UMOA, d'institutions de microfinance exerçant exclusivement ou à titre principal, des opérations conformes aux principes de la finance islamique.

Les amendements apportés à la loi ont pour but de favoriser l'atteinte de cet objectif. Ils visent à insérer l'activité conforme aux principes de la finance islamique dans un système de microfinance classique.

Les modifications concernent essentiellement l'article 6 de la loi n° 2008-47 du 03 septembre 2008 portant réglementation des SFD au Sénégal. De façon spécifique, les évolutions consistent à :

* la mention explicite de la possibilité offerte aux SFD de réaliser des opérations conformes aux principes de la finance islamique ;

* l'indication du renvoi, dans des instructions de la Banque Centrale, des dispositions particulières traitant des modalités d'exercice de l'activité de finance islamique par les institutions de microfinance.

Cette approche, similaire à celle retenue dans la loi portant réglementation bancaire, devrait permettre d'insérer dans le paysage de la microfinance de l'Union, les activités conformes aux principes de la finance islamique.

Telle est l'économie du présent projet de loi.

L'Assemblée nationale a adopté, en sa séance du vendredi 25 janvier 2019,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. - L'article 6 de la loi n° 2008-47 du 03 septembre 2008 portant réglementation des systèmes financiers décentralisés est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 6 nouveau ». - Les systèmes financiers décentralisés sont classés en deux catégories, selon la nature des opérations qu'ils sont autorisés à effectuer :

* les institutions qui collectent des dépôts et accordent des prêts à leurs membres ou aux tiers ;

* les institutions qui accordent des prêts, sans exercer l'activité de collecte de dépôts.

Les systèmes financiers décentralisés d'une catégorie ne peuvent exercer les activités d'une autre catégorie sans l'autorisation préalable du Ministre chargé des Finances, accordée comme en matière d'agrément.

Les systèmes financiers décentralisés peuvent exercer des activités conformes aux principes de la finance islamique.

Des instructions de la Banque Centrale précisent les modalités de l'exercice par les systèmes financiers décentralisés des activités conformes aux principes de la finance islamique.

Les systèmes financiers décentralisés qui envisagent d'exercer des activités ou professions régies par des dispositions spécifiques doivent solliciter les autorisations requises et se soumettre aux réglementations applicables aux opérations envisagées, sous réserve des dispositions contraires de la présente loi ».

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le 04 février 2019.

Macky SALL

Par le Président de la République :

Le Premier Ministre,

Mahammed Boun Abdallah DIONNE

PARTIE NON OFFICIELLE**ANNONCES**

(L'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers)

Etude de M^e Coumba Sèye Ndiaye
avocat à la Cour

68, rue Wagane Diouf x Amadou A. Ndoye
B.P. 6.226 - Dakar Etoile

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Titre Foncier n° 2.466/DG devenu depuis le titre foncier n° 4.148/DK, appartenant à Monsieur Moussa MBOUP. 2-2

Etude Bineta Thiam Diop, *notaire à Dakar VI*
Pikine Khourounar - Cité Sotiba n° 204 bis

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'inscription de bail et de créance du titre foncier 3.372/NGA, appartenant à Monsieur El Hadji Safall MBOW. 2-2

Etude de M^e Ibrahima Niang
Avocat à la Cour

7, Boulevard Dial DIOP - Place de l'Obélisque
Immeuble Médoune Mbengue 2^{ème} étage à gauche - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 195/GRD ex. 25.536/DG reporté au livre foncier de Ngor Almadies sous le n° 3.122/NGA appartenant à Serigne THIAM. 2-2

Etude de M^e Serigne Mbaye BADIANE, *notaire*
5-7 Avenue Carde, 1^{er} étage - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte des copies authentiques des titres fonciers n° 1260/R et 1342/R, appartenant à Madame Marème DIACK et Consorts. 2-2

Etude de M^e Nafissatou Diop Cissé, *notaire*
Boulevard de la Madeleine x Carnot
2^{ème} étage à Droite - Dakar - Sénégal

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 11.274/NGA du livre foncier de Ngor Almadies, appartenant à Monsieur Adama Samba TRAORE. 2-2

Etude de M^e Simone DIOH DIOUF, *notaire*
Quartier Escale rue de commerce
En face ex. Peyrissac - DIOURBEL

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1249/BAOL, appartenant aux Héritiers de feu Thiaka SENE. 2-2

Etude de M^e Ahmadou Lamine Bara NDIR
notaire Titulaire
De la Charge de Diourbel I
Quartier Escale (En Face SONATEL)

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 222/BAOL, appartenant à Monsieur Saliou FAYE. 1-2

OFFICE NOTARIAL
M^e Aïssatou Kamissokho Guèye Diagne, *notaire*
50, Av. Nelson Mandela Dakar BP : 3.405

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 4.762/DG devenu le 1.858/NGA, appartenant à ce jour exclusivement aux sieurs et Dames à savoir : Elisabeth CISSE, dite Ndella, Moustapha Vincent CISSE BA, Séga BA, Paul Malicoumba BA, Mame Yacine BA, Cheikh Abdoulaye BA, Candeka BA, Seynabou Anna BA, Fatoumata Néné BA et Dior Fatimata Ndella Aïssa BA 1-2

SOCIETE CIVILE PROFESSIONNELLE
M^{es} Patricia Lake Diop & Djibril Thiam
Notaires associés

Dakar (Sénégal) Point E- Rue 2 x Rond Point Tour de l'Oeuf
(Prés de Body Best) BP. 21017 Dakar Ponty

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 26.697/DG devenu le T.F. n° 12.134/NGA, appartenant à Monsieur Cheikh Ahmadou Amar. 1-2

Société civile professionnelle de *notaires*
M^{es} Papa Ismael Kâ & Alioune Kâ
94, Rue Félix Faure -Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 13.236/GR de la Commune de Grand Dakar, appartenant à Monsieur Mouhamadou Bamba SALL. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'Inscription de la garantie de la SOCIETE GENERALE DE BANQUES AU SENEGAL « SGBS » portant sur le titre foncier n° 19.599/DG, des communes de Dakar et Gorée, appartenant au sieur Amadou DIAW. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du Certificat d'Inscription de la garantie de la CBAO GROUPE ATTJARIWAFA BANK ex. BANK (ex. BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE (BIAO) sur le titre foncier n° 12.583/GR de la Commune de Grand Dakar, appartenant à Monsieur Ibrahima DIOP. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 12.583/GR de la Commune de Grand Dakar, appartenant à Monsieur Ibrahima DIOP. 1-2

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971).

Le numéro 7150 du *Journal officiel* en date du **29 décembre 2018** a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement, **le 08 janvier 2019**.

Le Secrétaire général du Gouvernement,
Seydou GUEYE

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971).

Le numéro 7153 du *Journal officiel* en date du **15 janvier 2019** a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement, **le 15 janvier 2019**.

Le Secrétaire général du Gouvernement,
Seydou GUEYE

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971).

Le numéro 7151 du *Journal officiel* en date du **12 janvier 2019** a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement, **le 21 janvier 2019**.

Le Secrétaire général du Gouvernement,
Seydou GUEYE

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971).

Le numéro 7154 du *Journal officiel* en date du **17 janvier 2019** a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement, **le 17 janvier 2019**.

Le Secrétaire général du Gouvernement,
Seydou GUEYE

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971).

Le numéro 7152 du *Journal officiel* en date du **12 janvier 2019** a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement, **le 21 janvier 2019**.

Le Secrétaire général du Gouvernement,
Seydou GUEYE

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971).

Le numéro 7155 du *Journal officiel* en date du **19 janvier 2019** a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement, **le 25 janvier 2019**.

Le Secrétaire général du Gouvernement,
Seydou GUEYE

RUFISQUE - Imprimerie nationale DL n° 7108
